



REGION BRETAGNE 283 avenue du Général Patton CS 21101 35 711 RENNES CEDEX 7

## LE PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE

Vu la Directive européenne  $n^{\circ}2000/59/CE$  du 27 novembre 2000 relative aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison ;

Vu la Loi 2001-43 du 16 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports ;

Vu l'article R5317-7 du Code des Transports portant sur le rôle de l'Autorité Portuaire dans la mise en place du plan de gestion des déchets ;

Vu les décrets  $n^{\circ}2003$ -920 du 22/09/2003,  $n^{\circ}2005$ -255 du 14 mars 2005 et  $n^{\circ}2009$ -876 du 17 juillet 2009 relatifs à la police des ports maritimes ;

Vu les arrêtés du 5 juillet et 21 juillet 2004 relatifs aux plans de réception et de traitement des déchets d'exploitation et des résidus de cargaison dans les ports maritimes ;

Vu la convention de transfert du port de commerce de Vannes, applicable à compter du 1er janvier 2017 en application de l'article 22 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, en date du 15 décembre 2016 ;

Vu l'avis favorable du conseil portuaire du port de Vannes en date du 19 mars 2021;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil Régional de Bretagne n°21\_0209\_03 du 10 mai 2021;

## ARRETE

<u>Article 1:</u> Le plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation et des résidus de cargaison du port de commerce de Vannes, joint en annexe du présent arrêté, entre en vigueur pour une durée de 3 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 2 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Région.

Fait à Rennes, le

Pour le Président du Conseil Régional de Bretagne et par délégation, La Directrice Générale Adjointe Mer, Tourisme et Mobilités Marie LECUIT-PROUST